



Tax for
SDGs
Initiative

Programme des Nations Unies pour le développement

Initiative sur la fiscalité au service des objectifs de développement durable



Rapport annuel 2023



Résumé

Progrès et étapes : ce rapport englobe les activités et les progrès de l'initiative « La fiscalité au service des ODD » du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023. Tout au long de cette période, la mise en œuvre de l'initiative a progressé régulièrement. L'initiative a permis la signature de 17 plans d'engagement nationaux (PEN), ce qui porte à 21 le nombre total de PEN signés dans les 25 pays cibles. Le PEN pour l'Égypte a été convenu avec le gouvernement, mais n'a pas encore été signé. L'initiative a également permis de désigner 14 coordinateurs nationaux chargés de veiller à la mise en œuvre effective de ces plans. Ces réalisations ont jeté les bases de la prochaine phase de l'initiative, qui consistera à intensifier le travail.

Le rapport détaille les engagements de l'initiative sur la Fiscalité au service des ODD avec différents pays tout au long de l'année 2023, fournit des mises à jour sur chaque résultat spécifique et met en évidence les principaux développements régionaux et thématiques. En outre, il fournit une vue d'ensemble de l'initiative IISF et de ses partenariats.

Le premier résultat s'est concentré sur le renforcement des capacités des administrations fiscales nationales et des agences connexes à lutter contre l'évitement fiscal, l'évasion fiscale et d'autres FFI, en particulier grâce à l'assistance technique et à la facilitation de la coopération. Les principaux engagements comprenaient la mise en œuvre de programmes d'IISF, des initiatives de renforcement des capacités, l'élaboration de politiques fiscales et de cadres juridiques, ainsi que des efforts de transformation numérique.

Par exemple, des initiatives de renforcement des capacités ont été lancées : au Ghana pour les agents de l'administration fiscale, au Nigeria pour revitaliser ses comités fiscaux, en Eswatini, en menant des exercices d'audit conjoints, et en Colombie, en se concentrant sur l'alignement des stratégies fiscales avec les ODD. Au Bhoutan et aux Maldives, l'initiative a contribué à l'élaboration de cadres de gestion des risques par le biais d'un examen de la législation relative à l'impôt sur le revenu et d'un plaidoyer en faveur de l'amélioration des règles relatives à l'impôt foncier. Au Sri Lanka, l'initiative a contribué à l'élaboration de cadres sur la transparence fiscale pour lutter contre la criminalité fiscale et à l'amélioration des connaissances et des capacités institutionnelles de l'administration fiscale en matière d'évasion fiscale. Cela a été le résultat des réunions organisées avec les décideurs politiques pour identifier les lacunes et les causes profondes de la politique fiscale qui ont conduit à la crise économique. La demande croissante de transformation numérique a donné lieu à des initiatives allant de l'examen de la stratégie numérique au Nigeria et en Tanzanie à la mise en place de la première phase des laboratoires de criminalistique numérique en Arménie et au Honduras.

En 2023, grâce à l'IISF, de grands progrès ont été réalisés pour donner les moyens d'agir aux administrations fiscales à travers le monde. Avec 59 programmes en cours en Afrique, en Asie et le Pacifique, dans les États arabes, en Europe et dans la CEI, ainsi qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes, l'IISF a franchi des étapes importantes. Depuis son lancement en 2012, l'IISF a permis de collecter 2,30 milliards de dollars d'impôts supplémentaires et d'évaluer 6,05 milliards de dollars d'impôts supplémentaires. Pour la seule année 2023, elle a permis de collecter 230 millions de dollars de recettes fiscales supplémentaires et de mettre en recouvrement 1,11 milliard de dollars de recettes fiscales supplémentaires. Cet impact financier

s'est étendu au-delà d'une augmentation des recettes, en favorisant le renforcement des capacités au sein des administrations fiscales. Plus de 130 nouveaux experts ont rejoint la liste d'experts de l'IISF gérée par le PNUD, dans huit domaines thématiques, en réponse à la demande accrue de soutien d'experts. Des événements clés tels que des tables rondes, des ateliers et des webinaires ont souligné l'engagement et la portée mondiale de l'IISF, affirmant son rôle crucial dans le soutien aux administrations fiscales.

Le deuxième résultat a aidé les gouvernements à aligner leurs politiques fiscales et budgétaires sur les ODD. Le projet de cadre fiscal des ODD (diagnostic), un outil complet conçu pour les gouvernements nationaux afin d'optimiser l'alignement du système fiscal d'un pays sur les ODD, a été lancé à l'échelle mondiale (pour plus de détails, voir l'ébauche du manuel sur le cadre fiscal des ODD (diagnostic) et la boîte à outils du cadre fiscal des ODD (diagnostic)). Le projet de cadre fiscal des ODD (diagnostic) a été piloté dans neuf pays cibles (Arménie, Bhoutan, Djibouti, Nigeria, Sri Lanka, Tanzanie, Togo, Ouzbékistan et Zimbabwe) pour des ODD sélectionnés en fonction des priorités des pays. Douze missions ont mené des évaluations diagnostiques détaillées qui ont aidé les pays à identifier les domaines de soutien à la politique fiscale pour favoriser les progrès dans la réalisation de ces ODD. Des plans de soutien pour la mise en œuvre des domaines convenus sur la base des résultats et des recommandations du projet de cadre fiscal des ODD (diagnostic) sont en cours pour ces pays afin de renforcer la mobilisation des ressources nationales et de promouvoir le développement durable grâce à des politiques fiscales éclairées.

Le soutien initié comprend l'alignement des politiques fiscales pour l'égalité de genre, la bonne santé et le bien-être, la rédaction d'une législation sur la taxe carbone, l'optimisation des dépenses fiscales, l'amélioration de l'efficacité et de la numérisation des administrations fiscales, et le renforcement des capacités de contrôle fiscal pour les prix de transfert (PT). Ces activités ont permis de renforcer les capacités de plus de 200 décideurs politiques et d'améliorer en moyenne d'environ 40 % la compréhension des liens entre la fiscalité et les ODD, selon les données de l'enquête menée auprès des participants. Au Sri Lanka, outre les décideurs politiques, les jeunes ambassadeurs des ODD de l'université de Colombo ont été formés au rôle de la fiscalité pour contribuer à atteindre les ODD. D'autres pays cibles, dont la Colombie, les Comores, le Ghana, le Kenya et les Maldives, mettront en œuvre le projet de cadre fiscal des ODD (diagnostic) d'ici le deuxième trimestre 2024.

Le troisième résultat a soutenu la production et l'incorporation de preuves et de perspectives des pays en développement dans les discussions régionales et internationales sur la fiscalité. À cette fin, l'initiative « La fiscalité au service des ODD » a continué d'encourager les dialogues afin de renforcer la compréhension des liens entre la fiscalité et les ODD, de promouvoir les échanges entre pairs, de forger des approches interdisciplinaires de la fiscalité et d'explorer des mesures fiscales novatrices susceptibles de favoriser le développement durable. Le dialogue phare sur la fiscalité et les ODD, organisé en partenariat avec l'Université de Columbia, a connu une affluence remarquable et environ 360 participants l'ont rejoint en personne représentant ainsi 61 pays (25 pays cibles, 29 pays ne participant pas à un programme ciblé et 7 pays ne participant pas à un programme) et 48 entités. Ces entités sont les suivantes : des organisations internationales (Fonds monétaire international, OCDE, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Organisation mondiale de la santé, Banque mondiale) ; des organisations régionales (Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique, Forum sur l'administration fiscale africaine, le Centre interaméricain des administrations fiscales, le *Cercle de Réflexion et d'Echange des Dirigeants des Administrations Fiscales* [CREDAF, Exchange and Reflection Forum for Tax Administration

Leaders], Forum des administrations fiscales ouest-africaines), des fondations (Friedrich-Ebert-Stiftung [FES], Fondation Bill et Melinda Gates, Fondation Hewlett, Fondation Robert Wood Johnson), des institutions académiques (Université de New York, Université d'Oxford, École d'économie de Paris, UMass à Amherst, Université de Yale) ; et des organisations de la société civile (Eurodad, la Coalition pour la responsabilité financière et la transparence des entreprises (Financial Accountability and Corporate Transparency Coalition), Oxfam America, Tax Justice Network, Tax Justice Network Africa). Cette large participation témoigne de l'intérêt et de l'engagement des différentes parties prenantes à l'égard des thèmes abordés. La représentation de haut niveau a démontré l'importance du dialogue et son impact potentiel sur l'élaboration de futures politiques et stratégies fiscales alignées sur les ODD. Dans une enquête de suivi, les participants ont attribué au dialogue une note de satisfaction de 4,5 sur 5. Les participants ont fait état d'un niveau de connaissance accru sur divers sujets relatifs à la fiscalité et aux ODD. Ils ont souligné le rôle du dialogue dans la promotion d'une approche prospective et ont reconnu le potentiel du PNUD pour aider les pays à atteindre efficacement les ODD.

L'initiative sur la Fiscalité au service des ODD a également utilisé les plateformes des Nations Unies telles que le Forum sur le financement du développement (FfD) du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) et l'Assemblée générale des Nations Unies pour obtenir un soutien politique et motiver les partenaires mondiaux et nationaux à tirer parti de la fiscalité pour réaliser les ODD. Il s'agit notamment d'un événement organisé en marge du Forum sur le financement du développement (FfD) afin de partager les points de vue de l'Eswatini, du Rwanda, du Sri Lanka, de la Finlande et de la Norvège sur le rôle central de la fiscalité en tant qu'instrument essentiel pour financer les ODD, et d'un événement parallèle à l'Assemblée générale des Nations Unies avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui a mis en évidence le rôle des politiques fiscales dans la promotion du bien-être. L'initiative a également contribué à la Conférence mondiale sur les finances publiques pour un développement inclusif et durable, coorganisée par le PNUD, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Fonds monétaire international (FMI) et l'OCDE à Istanbul, visant à donner aux administrations fiscales les moyens de tirer des enseignements des politiques fiscales alignées sur les ODD et de contribuer à leur avancement, ainsi qu'à l'Académie du financement des ODD accueillie à Bangkok et à Panama, dans le cadre de la stratégie du PNUD visant à renforcer sa capacité interne et celle des partenaires nationaux à faire progresser le financement du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

L'atelier annuel des parties prenantes de l'IISF, qui s'est tenu à Paris, a rassemblé 170 participants issus des administrations hôtes, des administrations partenaires, de la communauté des experts et des organisations régionales et internationales, ainsi que des donateurs. Il s'est penché sur les bonnes pratiques et les enseignements tirés de l'avancement des programmes de l'IISF. Par la suite, des ateliers techniques ont été organisés pour les parties prenantes afin de renforcer les capacités dans des domaines spécifiques, dont certains en partenariat avec le Forum sur l'administration fiscale africaine (ATAF) et le Forum intergouvernemental sur les mines, les minerais, les métaux et le développement durable (IGF).

Outre les plateformes mondiales, l'initiative a soutenu la participation d'administrateurs fiscaux et de décideurs politiques des pays concernés à des ateliers techniques régionaux. Par exemple, elle a soutenu la participation du Sri Lanka à l'atelier sur les dépenses fiscales pour l'Asie qui s'est tenu aux Philippines. Cela a conduit le gouvernement du Sri Lanka à intégrer la déclaration des dépenses fiscales dans ses exercices budgétaires, ouvrant ainsi la voie à l'amélioration des pratiques fiscales dans le pays. L'initiative a également facilité l'échange de bonnes pratiques en matière de politique et d'administration fiscales alignées sur les ODD entre

les pays cibles du Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique (RBAP), notamment les Maldives et le Sri Lanka. En outre, elle a aidé la Colombie à accueillir deux sommets pré-ministériels dans le cadre de la plateforme régionale de coopération fiscale pour l'Amérique latine et les Caraïbes (PTLAC), en plaidant en faveur de politiques fiscales équitables et d'un engagement inclusif de la société civile.

Les efforts du PNUD dans le domaine de la fiscalité ont conduit à des collaborations productives avec des partenaires. Les engagements avec l'OMS, l'Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement de l'Université des Nations Unies (UNU-WIDER), l'Initiative fiscale d'Addis (ATI), le Centre interaméricain des administrations fiscales (CIAT), le Centre Sud, la Commission indépendante pour la réforme de la fiscalité internationale des entreprises (ICRICT), la Coalition pour la responsabilité financière et la transparence des entreprises, Oxfam America et l'Initiative pour la transparence et la responsabilité ont couvert un large éventail de sujets allant de la santé et du bien-être à la numérisation, en passant par la réforme fiscale mondiale, la transparence et l'investissement dans les écosystèmes fiscaux.

Le résultat de ces collaborations s'est traduit par l'organisation d'ateliers conjoints, de dialogues de haut niveau et d'événements de renforcement des capacités dans le monde entier, illustrant l'engagement du PNUD en faveur de la consolidation des systèmes fiscaux. Par exemple, au Sri Lanka, un atelier conjoint de renforcement des capacités sur le renforcement du cadre fiscal de l'économie numérique a également exploré les possibilités d'accroître la mobilisation des ressources nationales. Au Bhoutan et au Sri Lanka, des ateliers conjoints ont été organisés pour renforcer les compétences de l'administration fiscale en matière de négociation des conventions fiscales et pour concevoir un modèle de convention fiscale durable propre à chaque pays. En outre, les interactions avec l'Université de Columbia, l'OCDE, la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique et l'ATAF ont renforcé les liens existants tout en explorant de nouvelles voies de collaboration, amplifiant ainsi l'impact mondial de l'initiative.

